

Lettre ouverte au Président Macron : N'autorisez pas TotalEnergies à utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE

S. Exc. Emmanuel Macron
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris, France

Assemblée nationale
Palais Bourbon
126 Rue de l'Université
75007 Paris, France

Sénat
Palais du Luxembourg
15 Rue de Vaugirard,
75291 Paris, France

22 juin 2022

Objet : Appel mondial - Ne permettez pas à TotalEnergies d'utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE contre la Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE).

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons au nom du peuple birman, qui se bat pour renverser une junte militaire brutale et construire une démocratie fédérale. Par cette déclaration approuvée par plus de 459 organisations de la société civile, nous vous demandons de [ne pas autoriser TotalEnergies à utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE](#).

Nous apprécions votre soutien au mouvement prodémocratie birman, et votre refus de légitimer la junte suite à sa tentative illégale de prise de pouvoir le 1er février 2021. Mais cela ne suffit pas lorsque, dans le même temps, la société française TotalEnergies finance cette junte génocidaire, ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité, et [ignore les demandes du peuple birman](#), propriétaire légitime des ressources naturelles.

Depuis le 1er février 2021, la junte militaire a [chassé près de 700 000 personnes](#) de leurs foyers et [tué plus de 1 900 civils](#), bien que les chiffres réels soient probablement beaucoup plus élevés. Cette junte génocidaire brûle des villages et tue des personnes chaque jour en Birmanie. Avec le soutien de TotalEnergies, elle s'est également emparée d'environ 1,5 milliard de dollars de revenus gaziers qu'elle peut consacrer à l'achat d'armes pour tuer davantage de civils. Cela ne peut plus durer - n'accordez pas à TotalEnergies l'autorisation d'utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE contre la Myanma Oil and Gas Enterprise (MOGE). Pas un seul centime en revenus gaziers ne doit parvenir à la junte génocidaire.

Nous demandons au gouvernement français, après que [plus de 230 000 personnes](#) ont exigé des sanctions contre la MOGE, d'écouter les voix émanant de Birmanie et de veiller à ce que ces sanctions soient effectives.

Nous exhortons le président Macron et le gouvernement français à :

1. Empêcher que des millions de dollars de revenus gaziers ne parviennent à la junte en refusant à TotalEnergies l'autorisation d'utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE.

Lettre ouverte au Président Macron : N'autorisez pas TotalEnergies à utiliser les exemptions aux sanctions de l'UE

2. Faire appliquer les sanctions de l'UE en s'assurant que TotalEnergies: 1) ne cède pas ses parts et ses intérêts à la MOGE ; 2) cesse d'effectuer et de faciliter des paiements à la MOGE avant son retrait du pays ; 3) n'introduise pas un nouvel exploitant qui travaillerait avec la junte.

3. Continuer à soutenir les efforts du peuple birman visant à renverser la junte militaire brutale et à construire une démocratie fédérale, et empêcher TotalEnergies de financer des actes génocidaires, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Soyez du côté de la justice et de l'humanité !

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Signataires : [459 organisations birmanes, régionales et internationales](#), dont des organisations de la société civile, des organisations communautaires, des organisations de défense des droits de l'homme, des organisations humanitaires et caritatives, des organisations non gouvernementales, des comités de grève et des syndicats provenant de 20 pays.

Pour toute demande de renseignements complémentaires, veuillez contacter :

Blood Money Campaign - bloodmoneycampaign21@gmail.com

Free Rohingya Coalition - info@freerohingyacoalition.org

Progressive Voice - info@progressive-voice.org